

Pour une culture de l'évaluation en promotion des saines habitudes de vie et en prévention de l'obésité

Depuis plus de 10 ans, le Québec a investi des ressources importantes à la promotion des saines habitudes de vie, en particulier la promotion de l'activité physique et la saine alimentation, et à la prévention de l'obésité. En 2015, la nécessité de mettre en place un système d'évaluation de l'impact de ces investissements a été souligné dans [le rapport du Vérificateur général du Québec](#) qui examinait les interventions en promotion de la saine alimentation.

Au cours des deux dernières années, la Plate-forme d'évaluation en prévention de l'obésité et l'Institut national de santé publique du Québec ont participé à une démarche d'analyse en comparant les mesures publiques mises en œuvre au Québec depuis 2006 aux recommandations scientifiques. Les conclusions de cette démarche intitulée « [Comment faire mieux?](#) » convergent avec celles du Vérificateur général.

Le Québec est engagé sur la bonne voie, néanmoins, plusieurs pistes pour améliorer les pratiques ont été identifiées. Parmi celles qui se démarquent comme pistes incontournables, nous souhaitons souligner le besoin de renforcer et de systématiser l'évaluation des interventions. En effet, parmi les 166 interventions et politiques publiques recensées, seulement 10 ont été soumises à des évaluations qui incluaient des mesures d'impact.

À la lumière de ce constat, **nous souhaitons appeler au développement d'une culture d'évaluation dans les organisations travaillant pour la promotion des saines habitudes de vie.**

Une culture d'évaluation : Qu'est-ce que cela implique?

Cela implique de rendre l'évaluation incontournable. Il s'agit donc pour les organisations publiques et privées d'inclure automatiquement une composante d'évaluation dans les nouvelles interventions et politiques publiques favorisant le mode de vie physiquement actif et la saine alimentation et d'y allouer systématiquement du temps et des ressources financières.

Il s'agit aussi d'améliorer les pratiques évaluatives, soit, à titre indicatif, de s'appuyer : - sur des objectifs d'intervention clairement énoncés, des modèles logiques d'évaluation, des méthodes d'échantillonnage appropriées, - des données qualitatives et quantitatives plutôt mesurées

qu'auto-rapportées et suffisamment désagrégées pour apprécier les effets différentiels par sous-groupes de population. Autant les évaluations prospectives, souvent nommées les évaluations d'impact sur la santé (EIS), que rétrospectives doivent devenir un réflexe lors de la planification des actions.

Une culture d'évaluation : Qui doit être interpellé?

Plusieurs acteurs jouent un rôle crucial dans le développement d'une culture d'évaluation des actions visant à créer des environnements plus favorables à la saine alimentation et au mode de vie physiquement actif.

Les associations des professionnels qui œuvrent en promotion de la santé ou dont le travail peut mener à des environnements favorables aux saines habitudes de vies, tels que les architectes et les aménagistes, ont un rôle de premier plan. Par exemple, les programmes de formation continue offerts par ces associations peuvent renforcer la capacité de leurs membres à réaliser ou à collaborer à la réalisation d'évaluation. Elles peuvent aussi exercer un rôle d'influence auprès des décideurs gouvernementaux et les organisations non-gouvernementales qui mettent en œuvre les interventions.

Les chercheurs universitaires jouent aussi un rôle crucial car ils peuvent, par leurs propres travaux de recherche et ceux des étudiants qu'ils supervisent, offrir des contributions importantes dans l'évaluation des interventions. Par contre, dans certains champs disciplinaires, la recherche évaluative n'est pas suffisamment développée.

Lorsque les chercheurs universitaires tissent des liens formels et informels avec les acteurs qui planifient de nouvelles interventions ou politiques publiques, l'évaluation peut être mise de l'avant dès la conception des mesures. Cela permet de bâtir des devis d'évaluation plus robustes. Lorsque des échanges entre chercheurs et décideurs ont lieu, il devient possible d'approfondir la discussion quant aux contextes, aux mécanismes qui expliquent l'efficacité d'une mesure et aux devis à privilégier.

L'intégration de l'évaluation dans les pratiques doit aussi interpellier les fonds de recherche et les institutions universitaires, car ils sont bien positionnés pour créer les incitatifs et la reconnaissance pour ce type de recherche.

Dans un contexte budgétaire où les fonds sont de moins en moins disponibles pour investir dans des actions en prévention, il peut paraître paradoxal de vouloir investir dans l'évaluation. C'est tout le contraire. Adopter une culture d'évaluation, c'est s'assurer que les efforts collectifs en prévention de l'obésité sont des investissements rentables, qui contribuent effectivement à améliorer la santé de la population québécoise.

Carole Després, professeure, École d'architecture, Université Laval

Isabelle Dionne, professeure, Faculté des sciences de l'activité. Physique, Université de Sherbrooke

France Gagnon, professeure, École des sciences de l'administration, TELUQ

Lise Gauvin, professeure, École de santé publique, Université de Montréal

Martin Juneau, directeur de la prévention, Institut de cardiologie de Montréal

Rémy Lambert, professeur, Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation, Université Laval

Jordan Le Bel, professeur, École de gestion John-Molson, Université Concordia

Pierre-Carl Michaud, professeur, Département d'économie appliquée, HEC Montréal

Pascale Morin, professeure, Faculté des sciences de l'activité physique, Université de Sherbrooke

Québec, 27 mai 2016

Intérêts déclarés par les membres du Comité scientifique sur la prévention de l'obésité

- Pierre-Carl Michaud a piloté une évaluation des activités de Québec en forme, financé par Québec en forme.
- Rémy Lambert a des contrats de consultant avec des regroupements de producteurs agricoles québécois pour les dossiers de produits d'appellations réservées : les fédérations des producteurs de veaux du Québec et le Syndicat des producteurs de bleuets du Québec.
- Jordan Le Bel est porte-parole du programme DUX de reconnaissance des bonnes pratiques de l'industrie agro-alimentaire. Il est aussi chroniqueur à la revue LE MUST. Ces deux initiatives sont réalisées sous l'égide de la compagnie EDIKOM. Jordan Le Bel a un contrat de consultant en marketing pour la firme Danone Canada.
- Martin Juneau est membre du conseil d'administration et co-président de la Société Capsana et membre du Grand défi Pierre Lavoie. Il est fréquemment sollicité pour commenter dans les médias sur les saines habitudes de vie et par la Coalition pour la problématique du poids pour appuyer leurs prises de position notamment en faveur de la taxation des boissons sucrées.
Les compagnies suivantes ont effectués des dons dédiés à la Fondation de l'Institut de Cardiologie de Montréal FICM pour la prévention : BMO, SunLife, Manuvie, KPMG et Cascades.
- Pascale Morin a reçu du financement de recherche de la part des Producteurs laitiers du Canada pour un projet.